

**NATIONS**



**UNIES**

**RAPPORT  
DU  
COMITE DES CONTRIBUTIONS**

**ASSEMBLEE GENERALE**

**DOCUMENTS OFFICIELS : QUINZIEME SESSION**

**SUPPLEMENT No 10 (A/4566)**

**NEW YORK**



## TABLE DES MATIERES

	<i>Pages</i>
I. — Composition du Comité.....	1
II. — Mandat .....	1
III. — Quotes-part des nouveaux Etats Membres.....	1
IV. — Autres questions examinées par le Comité.....	3

## ANNEXES

I. — Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies pour les exercices 1959, 1960 et 1961, tel qu'il a été arrêté par l'Assemblée générale [résolutions 1308 A (XIII) et 1373 A (XIV)].....	4
II. — Etat indiquant la proportion de la quote-part attribuée aux nouveaux Etats Membres pour l'année de leur admission.....	5

## NCTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

# Rapport du Comité des contributions

## I. — COMPOSITION DU COMITE

1. La dix-neuvième session du Comité des contributions s'est tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 17 au 20 octobre et du 1er au 4 novembre 1960. Etaient présents les membres suivants :

M. Raymond T. Bowman,

M. José Correa,

M. A. H. M. Hillis,

M. C. S. Jha,

M. F. Nouredin Kia,

M. Sidney Pollock,

M. Pareja y Paz Soldan,

M. P. Tchernychev.

2. M. René Charron et M. Jerzy Michalowski n'ont pu assister à la session. Ils ont désigné M. Maurice Viaud et M. Mieczyslaw Blusztajn pour les représenter. Le Comité a accepté ces désignations étant entendu que ces suppléants se tiendraient en rapport avec les membres qu'ils représentaient.

3. Le Comité a réélu M. Pollock président et a élu M. Jha vice-président.

## II. — MANDAT

4. Conformément à l'article 161 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, le Comité "conseille l'Assemblée générale au sujet de la quote-part des dépenses que doivent assumer les nouveaux Membres". Le Comité a donc examiné à quel pourcentage il faudrait recommander de fixer la quote-part des Etats ci-après admis à l'Organisation des Nations Unies à la quinzième session de l'Assemblée : Cameroun, Chypre, Congo (Brazzaville), Congo (Léopoldville), Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Haute-Volta, Madagascar, Mali, Niger, Nigéria, République centrafricaine, Sénégal, Somalie, Tchad et Togo. Le Comité a également examiné s'il serait souhaitable de combiner les quotes-parts des nouveaux Etats Membres avec le barème des quotes-parts arrêté par l'Assemblée générale pour le calcul des contributions des Etats Membres au budget de l'ONU pour les exercices 1959, 1960 et 1961 [résolution 1308 A (XIII), par. 1].

## III. — QUOTES-PARTS DES NOUVEAUX ETATS MEMBRES

5. Conformément à la procédure établie à la huitième session de l'Assemblée générale, les Etats Membres ont été informés des dates auxquelles le Comité se réunirait dès que ces dates eurent été fixées. Quant aux nouveaux Etats Membres, ils ont été invités en même temps à communiquer des estimations du revenu national ou tous autres renseignements statistiques et économiques du même ordre qui pouvaient exister au sujet de leurs pays, ou encore tous autres renseignements utiles dont ils pouvaient souhaiter que le Comité tînt compte pour l'établissement de ses recommandations à l'Assemblée générale.

6. Aux termes de son mandat, le Comité se guide sur des évaluations du revenu national pour déterminer la capacité de paiement relative des Etats Membres. Lors de son examen général du barème en 1958, année au cours de laquelle il a établi le barème actuel qui a été approuvé par l'Assemblée générale pour les exercices 1959 à 1961, le Comité s'est fondé sur des moyennes des évaluations du revenu national pour la période de trois ans 1955-1957. En conséquence, aux fins de déterminer la quote-part des nouveaux Membres pour l'année de leur admission et pour l'exercice 1961,

le Comité a décidé d'utiliser des évaluations du revenu national pour la même période de trois ans.

7. Lorsqu'il a examiné la documentation statistique disponible au sujet des nouveaux Etats Membres, le Comité a constaté qu'il n'existait d'évaluations officielles pour les trois années 1955-1957 que dans quelques cas seulement. Pour la plupart des nouveaux Etats Membres, le Comité ne disposait que de statistiques séparées du revenu national dont la couverture était incomplète. Le Comité a constaté également que la plupart des statistiques du revenu national et du revenu par habitant disponibles pour les nouveaux Membres devaient être interprétées compte tenu d'un certain nombre de réserves dues par exemple à l'existence de secteurs non monétaires dans les économies de la plupart des pays en question et aussi à la probabilité de certaines erreurs dans les estimations de la population.

8. Afin d'être sûr d'avoir à sa disposition des renseignements aussi complets que possible, le Comité a décidé, à sa première séance, de donner aux nouveaux Etats Membres une nouvelle occasion de lui communiquer, le 31 octobre au plus tard, toutes données statistiques ou économiques complémentaires qu'ils pourraient

vouloir soumettre, et en particulier des évaluations du revenu national pour la période de référence 1955-1957.

9. Comme suite à cette demande, la majorité des nouveaux Etats Membres ont communiqué des renseignements complémentaires sur les évaluations du revenu national et sur l'effectif de la population, et d'autres données économiques connexes au sujet de leurs pays respectifs. Le Comité a tenu compte des renseignements disponibles, tout en reconnaissant les limitations en jeu. Aux fins du calcul de la quote-part à attribuer aux nouveaux Membres, le Comité a appliqué à ces Etats la réduction prévue pour les pays dont le revenu par habitant est faible, tout comme il l'avait fait dans le cas des autres Etats Membres, et il a pris en considération tous les autres facteurs pertinents qui influent sur la capacité de paiement, tels qu'ils sont énumérés dans son mandat.

10. N'ayant pas assez de renseignements pour déterminer dans quelle mesure la capacité de paiement du Congo (Léopoldville) se trouve actuellement compromise, le Comité a décidé de recommander que la quote-part de cet Etat Membre soit fixée au minimum de 0,04 pour 100 en attendant un nouvel examen de la situation à sa prochaine session.

11. A la suite de son étude, le Comité a décidé de recommander, sous réserve de ce qui est dit au paragraphe 10 ci-dessus du Congo (Léopoldville), les quotes-parts ci-après pour les nouveaux Etats Membres:

<i>Etats Membres</i>	<i>Quotes-parts (pourcentages)</i>
Cameroun .....	0,04
Chypre .....	0,04
Congo (Brazzaville) .....	0,04
Congo (Léopoldville) .....	0,04
Côte-d'Ivoire .....	0,06
Dahomey .....	0,04
Gabon .....	0,04
Haute-Volta .....	0,04
Madagascar .....	0,06
Mali .....	0,04
Niger .....	0,04
Nigéria .....	0,21
République centrafricaine .....	0,04
Sénégal .....	0,06
Somalie .....	0,04
Tchad .....	0,04
Togo .....	0,04

12. Ayant décidé du pourcentage des quotes-parts, le Comité s'est demandé s'il serait souhaitable de faire rentrer les quotes-parts supplémentaires des nouveaux Etats Membres dans le barème actuel des quotes-parts. Il est parvenu unanimement à la conclusion que, puisqu'il devait entreprendre en 1961 un nouvel examen du barème [résolution 1308 A (XIII), par. 2] aux fins d'arrêter un nouveau barème triennal pour la période 1962-1964, il n'y avait pas lieu de tenter à l'heure actuelle de modifier le barème en vigueur pour y comprendre les nouveaux Etats Membres. Le Comité recommande donc que, pour 1961, les quotes-parts des nouveaux Membres viennent s'ajouter au barème des quotes-parts arrêté par l'Assemblée générale pour le calcul des contributions des Etats Membres au budget de l'Organisation des Nations Unies pour les exercices 1959, 1960 et 1961<sup>1</sup>, et que les contributions des nou-

veaux Etats Membres soient considérées comme recettes accessoires, ce qui profitera à tous les Etats Membres.

#### QUOTE-PART DES NOUVEAUX ETATS MEMBRES POUR L'ANNÉE DE LEUR ADMISSION

13. Aux termes de l'article 5.8 du règlement financier de l'ONU, "les nouveaux Membres sont tenus d'acquitter une contribution pour l'année au cours de laquelle ils deviennent Membres et de verser leur quote-part des avances au Fonds de roulement, aux taux fixés par l'Assemblée générale".

14. En ce qui concerne la contribution que les nouveaux Etats Membres doivent verser pour l'année de leur admission, l'Assemblée générale, lors de la deuxième partie de sa première session, a décidé [résolution 69 (I) du 14 décembre 1946]:

"Que les nouveaux Membres seront priés de verser au budget annuel pour l'année au cours de laquelle ils ont été admis, une contribution s'élevant à au moins 33⅓ pour 100 du pourcentage qui leur est affecté dans la répartition prévue pour l'année suivante, en appliquant ce pourcentage au budget de l'année de leur admission".

15. Voici les dates auxquelles ont été admis à l'Organisation les nouveaux Etats Membres dont le Comité s'est occupé:

<i>Etats</i>	<i>Dates d'admission</i>
Cameroun .....	20 septembre 1960
Chypre .....	20 septembre 1960
Congo (Brazzaville) .....	20 septembre 1960
Congo (Léopoldville) .....	20 septembre 1960
Côte-d'Ivoire .....	20 septembre 1960
Dahomey .....	20 septembre 1960
Gabon .....	20 septembre 1960
Haute-Volta .....	20 septembre 1960
Madagascar .....	20 septembre 1960
Niger .....	20 septembre 1960
République centrafricaine .....	20 septembre 1960
Somalie .....	20 septembre 1960
Tchad .....	20 septembre 1960
Togo .....	20 septembre 1960
Mali .....	28 septembre 1960
Sénégal .....	28 septembre 1960
Nigéria .....	7 octobre 1960

16. D'après la résolution 69 (I), il semblerait que la contribution à demander à ces nouveaux Etats Membres devrait être calculée en appliquant le tiers de la quote-part pour 1961 au budget de 1960. Cependant, l'Assemblée générale a décidé de faire des exceptions à la règle du tiers et le minimum prescrit a été réduit dans le cas de presque tous les Etats Membres admis depuis 1955, comme l'indique l'état joint en annexe qui donne la proportion de la quote-part attribuée aux nouveaux Etats Membres pour l'année de leur admission (annexe II).

17. Lorsque la question de la quote-part des nouveaux Etats Membres pour l'année de leur admission a été examinée, il a été fait mention des difficultés financières et des nombreux problèmes auxquels ces Etats nouvellement indépendants se heurteront inévitablement au cours des premières années de leur indépendance, comme l'ont reconnu l'Assemblée générale et le Conseil économique et social<sup>2</sup>. Tenant compte de la capacité de paiement des nouveaux Membres et des impondérables qui viennent d'être évoqués, le Comité est parvenu à la conclusion que, vu les décisions précédentes de l'Assemblée générale, il y avait lieu de re-

<sup>1</sup> Le barème actuel des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'ONU, tel qu'il a été arrêté par l'Assemblée générale pour les exercices 1959, 1960 et 1961 [résolutions 1308 A (XIII) et 1373 A (XIV)], est reproduit dans l'annexe I au présent rapport.

<sup>2</sup> Résolutions 1414 (XIV) et 1415 (XIV) de l'Assemblée générale et résolution 768 (XXX) du Conseil économique et social.

commander que les nouveaux Etats Membres versent pour 1960 une contribution égale au sixième de la quote-part dont ils auraient été redevables pour l'année entière.

18. En ce qui concerne les avances des nouveaux Membres au Fonds de roulement, le Comité a décidé de recommander que l'on applique la méthode suivie dans le cas de la Guinée [résolution 1373 A (XIV), par. 3], c'est-à-dire que l'avance de chaque nouvel Etat Membre correspondrait au montant autorisé du Fonds multiplié par la quote-part exprimée en pourcentage et que le total de ces avances viendrait s'ajouter au montant autorisé du Fonds en attendant qu'il soit tenu compte des quotes-parts des nouveaux Etats Membres dans les 100 pour 100 du barème.

19. En conséquence, le Comité des contributions recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après :

*"L'Assemblée générale,*

*"Ayant examiné le rapport du Comité des contributions,*

*"1. Prend acte dudit rapport;*

*"2. Décide que, pour l'exercice 1961, les quotes-parts des nouveaux Etats Membres seront les suivantes :*

<i>Etats Membres</i>	<i>Pourcentages</i>
Cameroun .....	0,04
Chypre .....	0,04
Congo (Brazzaville) .....	0,04
Congo (Léopoldville) .....	0,04
Côte-d'Ivoire .....	0,06
Dahomey .....	0,04

#### IV. — AUTRES QUESTIONS EXAMINEES PAR LE COMITE

##### RECouvreMENT DES CONTRIBUTIONS

20. Aux termes de son mandat, l'une des fonctions du Comité est d' "étudier les mesures à prendre au cas où des Etats seraient en défaut dans le paiement de leur contribution et faire rapport à leur sujet"; à cet égard, il doit "donner un avis à l'Assemblée générale sur l'application de l'Article 19 de la Charte". Étant donné qu'à l'heure actuelle aucun Etat Membre n'est en retard dans le paiement de sa contribution pour un montant justifiant l'application de l'Article 19 de la Charte, le Comité n'a pas eu de décision à prendre sur ce point.

21. Le Comité a pris acte d'un rapport du Secrétaire général sur l'état des contributions recouvrées au 31 octobre 1960, indiquant que, pour ce qui est des contributions des Etats Membres au budget ordinaire de l'ONU pour les exercices 1958, 1959 et 1960, le solde non versé s'élevait à 14.400.000 dollars et que, pour ce qui est des contributions au titre de la Force d'urgence des Nations Unies pour 1957, 1958, 1959 et 1960, le solde non versé atteignait 22.700.000 dollars. Aucun arriéré de contribution n'était dû au titre d'exercices antérieurs. Le Comité a constaté avec inquiétude l'importance de ces soldes non versés et il tient à appeler l'attention de l'Assemblée générale sur la situation.

##### *Etats Membres*

##### *Pourcentages*

Gabon .....	0,04
Haute-Volta .....	0,04
Madagascar .....	0,06
Mali .....	0,04
Niger .....	0,04
Nigéria .....	0,21
République centrafricaine .....	0,04
Sénégal .....	0,06
Somalie .....	0,04
Tchad .....	0,04
Togo .....	0,04

Ces quotes-parts viendront s'ajouter aux 100 pour 100 du barème des quotes-parts figurant au paragraphe 1 de la résolution 1308 A (XIII), adoptée le 10 décembre 1958 par l'Assemblée générale, et seront calculées sur les mêmes bases que celles de tous les autres Etats Membres;

*"3. Décide que, pour l'année de leur admission, les nouveaux Etats Membres verseront une contribution égale au sixième de la somme obtenue par l'application au montant net du budget de l'exercice 1960 des pourcentages énumérés au paragraphe 2 ci-dessus ;*

*"4. Décide que, pour les nouveaux Etats Membres, les avances au Fonds de roulement prévues à l'article 5.8 du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies seront calculées en appliquant les pourcentages énumérés au paragraphe 2 ci-dessus au montant autorisé du Fonds et seront considérées comme des avances venant s'ajouter au montant autorisé du Fonds en attendant qu'il soit tenu compte des quotes-parts des nouveaux Etats Membres dans les 100 pour 100 du barème."*

##### RECouvreMENT DES CONTRIBUTIONS VERSÉES EN MONNAIES AUTRES QUE LE DOLLAR DES ETATS-UNIS

22. A sa treizième session [résolution 1308 A (XIII)], l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à accepter, lorsqu'il le jugera à propos et après avoir consulté le Président du Comité des contributions, qu'une partie des contributions des Etats Membres pour les exercices 1959, 1960 et 1961 soit versée en monnaies autres que le dollar des Etats-Unis.

23. Dans son rapport de 1953<sup>3</sup>, le Comité a exposé les dispositions que le Secrétaire général a prises en vertu de cette autorisation pour permettre le versement d'une partie des contributions de 1959 en monnaies autres que le dollar des Etats-Unis. Pour 1960, les Etats Membres ont été avisés que le versement de leurs contributions pourrait être accepté dans les neuf monnaies suivantes : baht thaïlandais, dollar éthiopien, florin néerlandais, franc belge, franc français, franc suisse, livre sterling, peso chilien et peso mexicain. Douze Etats Membres ont usé de la faculté qui leur était ainsi offerte pour verser, en monnaies autres que le dollar des Etats-Unis, l'équivalent de 3.200.000 dollars.

##### DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION DU COMITÉ

24. Le Comité a décidé que sa prochaine session s'ouvrirait au Siège de l'ONU le 9 mai 1961.

<sup>3</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, quatorzième session, Supplément No 10 (A/4112), par. 27 à 29.

# ANNEXES

## ANNEXE I

**Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies  
pour les exercices 1959, 1960 et 1961, tel qu'il a été arrêté par l'Assemblée générale  
[résolutions 1308 A (XIII) et 1373 A (XIV)]**

<i>Etats Membres</i>	<i>Quotes-parts (pourcentages)</i>	<i>Etats Membres</i>	<i>Quotes-parts (pourcentages)</i>
1. Afghanistan .....	0,06	43. Japon .....	Report 63,45
2. Albanie .....	0,04	44. Jordanie .....	2,19
3. Arabie Saoudite .....	0,06	45. Laos .....	0,04
4. Argentine .....	1,11	46. Liban .....	0,05
5. Australie .....	1,79	47. Libéria .....	0,04
6. Autriche .....	0,43	48. Libye .....	0,04
7. Belgique .....	1,30	49. Luxembourg .....	0,06
8. Biélorussie (République socialiste soviétique de) .....	0,47	50. Maroc .....	0,14
9. Birmanie .....	0,08	51. Mexique .....	0,71
10. Bolivie .....	0,04	52. Népal .....	0,04
11. Brésil .....	1,02	53. Nicaragua .....	0,04
12. Bulgarie .....	0,16	54. Norvège .....	0,49
13. Cambodge .....	0,04	55. Nouvelle-Zélande .....	0,42
14. Canada .....	3,11	56. Pakistan .....	0,40
15. Ceylan .....	0,10	57. Panama .....	0,04
16. Chili .....	0,27	58. Paraguay .....	0,04
17. Chine .....	5,01	59. Pays-Bas .....	1,01
18. Colombie .....	0,31	60. Pérou .....	0,11
19. Costa Rica .....	0,04	61. Philippines .....	0,43
20. Cuba .....	0,25	62. Pologne .....	1,37
21. Danemark .....	0,60	63. Portugal .....	0,20
22. Equateur .....	0,06	64. République arabe unie .....	0,32
23. Espagne .....	0,93	65. République Dominicaine .....	0,05
24. Etats-Unis d'Amérique .....	32,51	66. Roumanie .....	0,34
25. Ethiopie .....	0,06	67. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Ir- lande du Nord .....	7,78
26. Fédération de Malaisie .....	0,17	68. Salvador .....	0,05
27. Finlande .....	0,36	69. Soudan .....	0,06
28. France .....	6,40	70. Suède .....	1,39
29. Ghana .....	0,07	71. Tchécoslovaquie .....	0,87
30. Grèce .....	0,23	72. Thaïlande .....	0,16
31. Guatemala .....	0,05	73. Tunisie .....	0,05
32. Haïti .....	0,04	74. Turquie .....	0,59
33. Honduras .....	0,04	75. Ukraine (République socialiste soviétique d') .....	1,80
34. Hongrie .....	0,42	76. Union des Républiques socialistes soviétiques .....	13,62
35. Inde .....	2,46	77. Union sud-africaine .....	0,56
36. Indonésie .....	0,47	78. Uruguay .....	0,12
37. Irak .....	0,09	79. Venezuela .....	0,50
38. Iran .....	0,21	80. Yémen .....	0,04
39. Irlande .....	0,16	81. Yougoslavie .....	0,35
40. Islande .....	0,04		100,00
41. Israël .....	0,14		
42. Italie .....	2,25		
<i>A reporter</i>	63,45	82. Guinée .....	0,04



## ANNEXE II

### Etat indiquant la proportion de la quote-part attribuée aux nouveaux Etats Membres pour l'année de leur admission

<i>Etats</i>	<i>Dates d'admission</i>	<i>Proportion de la quote-part</i>
1. Afghanistan .....	19 novembre 1946	1/3
2. Islande .....		
3. Suède .....		
4. Thaïlande .....	16 décembre 1946	Néant
5. Yémen .....	30 septembre 1947	1/3
6. Pakistan .....	30 septembre 1947	<sup>a</sup>
7. Birmanie .....	19 avril 1948	2/3
8. Israël .....	11 mai 1949	7/12
9. Indonésie .....	28 septembre 1950	1/3
10. Albanie .....	14 décembre 1955	1/9
11. Autriche .....		
12. Bulgarie .....		
13. Cambodge .....		
14. Ceylan .....		
15. Espagne .....		
16. Finlande .....		
17. Hongrie .....		
18. Irlande .....		
19. Italie .....		
20. Jordanie .....		
21. Laos .....		
22. Libye .....	12 novembre 1956	1/9
23. Népal .....		
24. Portugal .....		
25. Roumanie .....	18 décembre 1956	1/9
26. Maroc .....		
27. Soudan .....		
28. Tunisie .....	8 mars 1957	1/3
29. Japon .....	17 septembre 1957	1/6
30. Ghana .....	12 décembre 1958	1/9
31. Fédération de Malaisie .....		
32. Guinée .....		

<sup>a</sup> Le Gouvernement indien a versé le total des contributions de 1947 et 1948 pour l'Inde et le Pakistan, un règlement direct devant intervenir entre les deux Etats.